



# Conseil économique et social

Provisoire

30 janvier 2013  
Français  
Original : anglais

---

## Session de fond de 2012

Débat de haut niveau

### Compte rendu analytique provisoire de la 13<sup>e</sup> séance

Tenue au Siège, New York, le lundi 2 juillet 2012, à 9 heures

*Président* : M. Koterec ..... (Slovaquie)

## Sommaire

Ouverture de la session

Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation

Déclaration du Président

Allocution du Secrétaire général des Nations Unies

Allocution du Président de l'Assemblée générale

Discours-programmes sur le thème : « Promouvoir une capacité de production, l'emploi et un travail décent pour éradiquer la pauvreté dans l'optique d'une croissance économique partagée, durable et équitable à tous les niveaux afin d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement »

Examen ministériel annuel : promouvoir une capacité de production, l'emploi et un travail décent pour éradiquer la pauvreté dans l'optique d'une croissance économique partagée, durable et équitable à tous les niveaux afin d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement

*Messages stratégiques des réunions préparatoires régionales*

*Exposé volontaire de pays : La Fédération de Russie*

---

Les rectifications au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

12-30958X (F)

Merci de recycler 

*La séance est ouverte à 9 h 20.*

### **Ouverture de la session**

1. **Le Président** déclare ouverte la session de fond de 2012.

### **Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation** (E/2012/82 et E/2012/100; E/2012/L.5 et E/2012/L.6)

2. *L'ordre du jour provisoire, tel qu'il figure dans le document E/2012/100, est adopté.*

3. **Le Président** appelle l'attention sur le projet de programme de travail pour la session de fond de 2012 (E/2012/L.5) et dit qu'il considèrera, sauf objections, que le Conseil souhaite l'approuver, étant entendu que des modifications pourraient y être apportées à mesure que la session progressera.

4. *Le projet de programme de travail est adopté.*

### *Demandes d'organisations non gouvernementales à être entendues par le Conseil économique et social.*

5. **Le Président** appelle l'attention sur les demandes à être entendues que des organisations non gouvernementales ont présentées au Conseil économique et social telles qu'elles sont contenues dans le document E/2012/82. À la reprise de sa session de 2012, le Comité des organisations non gouvernementales avait décidé de recommander que les organisations énumérées dans le document E/2012/82 seraient entendues par le Conseil durant le débat de haut niveau de la session de fond de 2012 au titre du point correspondant de l'ordre du jour. Le Président conclura, sauf objections, que le Conseil souhaite adopter la recommandation contenue dans le document E/2012.82.

6. *Il en est ainsi décidé.*

### **Déclaration du Président**

7. *On projette un film du département de l'information sur les travaux du Conseil.*

8. **Le Président**, ouvrant le débat de haut niveau, dit qu'il faut que le travail soit stimulant, rémunérateur et permette de vivre, et pourtant le monde compte 205 millions de chômeurs ou de gens qui n'ont pas de travail décent qui donne un sens à leur vie. Les causes en sont variées : la sortie de la crise financière la plus

profonde depuis la Grande Dépression a été lente, retardée par le désendettement du secteur financier, par les heurs et malheurs de la dette souveraine et la rigidité des marchés du travail. Pendant ce temps, la mondialisation et l'innovation technologique refaçonnaient l'économie mondiale avec de profondes incidences sur les emplois et les taux de chômage dans le court terme. Les Prix Nobel de l'économie Edmund Phelps et Michael Spencer ont avancé que, dans de nombreuses économies riches, le taux « naturel » de chômage au dessous duquel une augmentation de la demande ferait monter l'inflation était sensiblement plus élevé que dans le passé récent. Dans le même temps, une minorité prospère profitait de l'intensification de la concurrence mondiale des chercheurs de talent, les salaires des plus performants en venant à représenter des multiples de plus en plus élevés du salaire du travailleur moyen, changements d'une telle ampleur qu'ils posaient d'énormes défis aux gouvernements, aux employeurs et aux travailleurs et appelleraient toute l'attention du Conseil dans la semaine à venir.

9. La croissance économique et la création d'emplois avaient sorti des centaines de millions de l'extrême pauvreté et rendu possibles de solides progrès vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Toutefois, si l'incapacité de réussir à créer des emplois et à soutenir la croissance causait des dommages partout dans le monde, c'étaient les plus pauvres, en particulier les femmes et les jeunes, qui souffraient le plus. Il faut donc mettre ces problèmes en tête du calendrier politique, y compris aux Nations Unies. Le Secrétaire général est à féliciter des ambitieux efforts qu'il fournit à cette fin et en particulier de l'accent qu'il met sur les jeunes, qui ont souffert de manière disproportionnée durant la période de ralentissement économique. Le Conseil s'emploie aussi à combattre le chômage des jeunes et à faire qu'il y ait davantage de jeunes parmi les parties prenantes. Environ un millier de jeunes ont assisté à la rencontre sur le thème « Ouvrir de nouveaux horizons : constituer des partenariats pour offrir aux jeunes davantage d'emplois et des emplois de meilleure qualité », organisée par le Conseil, le Département des affaires économiques et sociales, l'Organisation internationale du travail (OIT), le Bureau des Nations Unies pour les partenariats et le Pacte mondial des Nations Unies en prévision de l'examen ministériel annuel du Conseil de 2012, et le Forum inaugural des jeunes du Conseil sur le thème

« Créer un avenir viable : doter les jeunes de meilleures possibilités d'emploi », tenus à New York, respectivement, le 27 février et le 4 mai 2012.

10. Les réunions préparatoires en vue de l'examen ministériel annuel avaient fait apparaître au grand jour que, bien que la quête d'une croissance durable, de la création d'emplois et d'un travail décent soit universelle, chaque pays faisait face, au regard de l'emploi, à des défis qui lui sont propres. Ceux qui ont participé à la réunion régionale pour l'Afrique avaient mis l'accent sur les nombreux obstacles qui gênent la croissance des petites et moyennes entreprises; à la réunion Asie-Pacifique, les participants s'étaient penchés sur la question de savoir comment stimuler la capacité productive parmi les économies de la région qui évoluent le plus rapidement et la réunion régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes avait axé son attention sur les efforts à faire pour concevoir des filets de sécurité et de protection sociale plus sûrs. Pour ceux qui n'avaient pas pu assister aux réunions régionales, un débat par voie électronique sur le thème « Des emplois, un travail décent et une croissance partagée », organisé par le Conseil, le Département des affaires économiques et sociales, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'OIT, avait eu lieu du 8 février au 16 mars 2012 avec la participation d'experts en développement venus de plus de 90 pays. Afin d'intégrer son travail de développement, le Conseil avait choisi des thèmes transversaux par année : l'éducation en 2011, l'emploi en 2012 et science, technologie, innovation et culture en 2013.

11. Le Secrétaire général s'est félicité de l'engagement pris récemment à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) de renforcer le Conseil comme organe principal de suivi des conférences et des sommets, et de la reconnaissance de son rôle clef dans l'intégration des trois dimensions du développement durable : dimension économique, dimension sociale et dimension environnementale. Les organes subsidiaires devaient donc se tenir prêts à poursuivre leur recherche d'un développement durable et à faire tout le travail technique et de fond qui s'y rapporte. Sans doute serait-il possible d'améliorer le système actuel, mais il faut souligner que l'instance politique intergouvernementale universelle de haut niveau créée comme fruit du document issu de Rio+20 visait à susciter une possibilité d'engagement politique et non à

créer un système parallèle ou une autorité supérieure. Au lieu de cela, le Conseil devrait envisager une session de fond ultérieure qui se réunirait par intervalles tout au long de l'année et dont la portée et l'impact seraient plus grands. Il devrait aussi examiner ses priorités afin d'aligner le travail de ses organismes subsidiaires et de repenser son calendrier et ses méthodes de travail.

12. Un bon programme de développement pour après 2015 devrait reposer sur une coopération au développement simplifiée, un financement meilleur et mieux ciblé, sur la transparence, la responsabilisation et beaucoup plus encore. Le Forum pour la coopération en matière de développement ferait se rencontrer des parties prenantes venues des quatre coins du monde pour se partager les fruits des leçons apprises et promouvoir les meilleures pratiques. La totalité du débat de haut niveau contribuerait à créer des emplois et une croissance dont il y avait un besoin cuisant, à rendre le développement plus durable et à plaider pour un multilatéralisme décisif, plaçant le Conseil dans son rôle naturel de leader – celui de soutenir les efforts de développement mondial – rôle qui croîtrait à mesure qu'il se renforcerait et se revitaliserait.

#### **Allocution du Secrétaire général des Nations Unies**

13. **Le Secrétaire général** dit que le Conseil se réunissait alors qu'un nuage d'incertitude ne cessait de planer sur le monde : la modeste reprise que connaissaient certains pays ne pouvait pas masquer l'état précaire de l'économie mondiale. Partout les gens, et surtout les jeunes, se heurtaient à un problème d'emploi, de justice et de chances. Il allait falloir, pour remettre l'économie mondiale sur les rails, une action décisive et le courage de prendre des décisions difficiles. Les mesures à court terme avaient permis de gagner un certain temps mais elles n'avaient pas résolu le problème des dysfonctions profondes. Le redressement n'était pas une question d'ajustement macroéconomique; c'était un problème de développement. Dans le long terme, la solution était de viser un nouveau modèle de croissance dans le cadre d'un développement durable et d'une coopération internationale renforcée.

14. Rio+20, qui avait pris fin une semaine plus tôt, avait été une victoire pour la coopération multilatérale et l'heure était venue de poursuivre sur cette voie. Il y avait, en haut lieu sur la liste des priorités, des emplois décents avec des revenus prévisibles et stables pour les

habitants des villes, pour les petits exploitants, pour les pauvres et pour les marginaux. À cet égard, le Secrétaire général rendait hommage à Juan Somavia, Directeur général du BIT et concepteur de l'idée de "travail décent", qui quitterait le Bureau plus tard en 2012. Le Directeur général avait souvent dit qu'il faudrait aborder de front la crise de l'emploi par un investissement productif, par des politiques ciblées et par une intervention coordonnée; c'était seulement en générant des emplois décents que les parties prenantes pourraient aider les pauvres et les catégories vulnérables à échapper aux pièges de la pauvreté et à acquérir de la résilience.

15. Le rapport de 2012 sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement, qui présentait un tableau complet des progrès accomplis vers la réalisation des objectifs, était encourageant, en particulier dans la perspective d'une définition, par la communauté mondiale, d'un cadre de développement pour après 2015; le nombre de personnes vivant dans une extrême pauvreté avait été réduit de moitié bien avant que prévu et des millions de vies avaient été sauvées grâce à des améliorations dans la survie des enfants, à l'expansion du traitement du VIH et aux programmes de prévention du paludisme. Entre 1990 et 2010, plus de 2 milliards de personnes avaient acquis accès à de meilleures sources d'eau et les conditions de vie étaient meilleures pour 200 millions d'habitants de taudis. La parité entre garçons et filles dans le primaire était devenue une réalité et de nombreux pays avaient fait de grand pas vers une éducation primaire pour tous.

16. Ces résultats représentaient une énorme réduction de souffrances humaines et prouvaient la valeur de l'approche suivie dans la poursuite des objectifs du Millénaire pour le développement, mais le succès était inégal à l'intérieur des pays et des régions. Les projections indiquaient qu'en 2015 plus de 600 millions de personnes n'auraient toujours pas accès à des sources d'eau améliorées, que près d'un milliard vivaient dans la plus extrême pauvreté, que la faim demeurerait un problème mondial, que des mères continueraient à courir sans nécessité le risque de mourir en accouchant et que des enfants continueraient à souffrir et à mourir de maladies évitables faute de soins ou de nutrition suffisants. Pendant ce temps, la perte de la biodiversité se poursuivrait et les émissions de gaz à effet de serre en venaient à représenter une

menace majeure pour les populations et les écosystèmes.

17. A Rio+20, les gouvernements avaient renouvelé et renforcé leur attachement politique à un développement durable, mettant en place des fondations sur lesquelles bâtir l'avenir que le monde voulait. Parmi les résultats les plus marquants, il y avait eu l'accord pour lancer un processus visant à établir des objectifs universels de développement durable à partir d'avancées réalisées dans le cadre des OMD et qui feraient partie du cadre de développement au delà de 2015. Le système des Nations Unies aiderait les États Membres à établir les nouveaux objectifs et à mettre au point les outils pour mesurer leur succès. Les OMD avaient donné aux gouvernants un cadre de développement unificateur – un calendrier précis avec objectifs et cibles mesurables et une vision commune – et il faudrait qu'il en aille de même après 2015. Un programme de travail dynamique axé sur l'éradication de la pauvreté, sur un développement économique et social partagé, sur la stabilité environnementale et sur la paix et la sécurité pour tous était nécessaire et le Secrétaire général attendrait du Conseil orientation, direction et action.

#### **Allocution du Président de l'Assemblée générale**

18. **M. Al-Nasser** (Qatar), Président de l'Assemblée générale, dit qu'il appartenait au Conseil, en ce lendemain de crise économique mondiale, de concentrer son attention sur les questions de capacité de production, d'emploi et de travail décent, d'une importance cruciale pour le bien-être des sociétés et la stabilité des systèmes politiques. L'emploi des femmes, des jeunes et des catégories désavantagées était un des plus grands défis qui se posaient; les prévisions montraient que le chômage mondial compterait en 2012 jusqu'à 200 millions de chômeurs, dont 75 millions de jeunes et 84 millions de femmes. Compte tenu de l'urgence de ces préoccupations, M. Al-Nasser avait organisé des débats de haut niveau sur la réduction des risques de catastrophes, les prix des produits de base, l'état de l'économie mondiale et la voie menant à Rio+20 et au-delà. Pays développés comme pays en développement étaient exposés à des défis qu'ils devaient surmonter collectivement dans un esprit de coopération. Il fallait établir, pour « emplois décents » et « économies bien gérées », un paradigme plus supportable. Il fallait que l'Assemblée générale et le Conseil collaborent afin de s'attaquer d'urgence et

avec efficacité à ces problèmes financiers et économiques. Une croissance économique partagée, durable et équitable et le plein emploi étaient d'une importance cruciale pour éradiquer la pauvreté, améliorer l'éducation, atteindre les OMD et maximiser les gains à long terme.

19. Pendant l'examen ministériel annuel, le Conseil serait amené à s'interroger sur la manière dont les États membres pourraient fournir à leurs citoyens un solide filet de sécurité, s'attaquer à la crise économique mondiale et rendre la croissance plus durable, mieux partagée et plus équitable sans porter atteinte aux ressources naturelles ou au cycle biologique. Pendant plus de 60 ans, le Conseil avait été une importante instance de lutte collective contre les problèmes du monde, donnant aux pays, grands et petits, une occasion d'exprimer leurs préoccupations, de chercher des solutions et de définir des politiques de développement. L'action qu'appelait le renouvellement des engagements pris lors de Rio+20, qui avait donné le départ de la réflexion sur le programme de développement des Nations Unies au delà de 2015, devait s'engager. Étant donné le mandat que lui confiait la Charte, le Conseil était bien placé pour stimuler les partenariats – entre pays, secteur privé, monde universitaire et société civile – dans la poursuite des trois piliers d'un développement durable. Le débat de haut niveau devrait dire haut et clair que les membres du Conseil étaient résolus à créer des emplois décents ainsi qu'à renforcer la coopération internationale et la gestion de l'environnement.

**Discours – programmes sur le thème : « Promouvoir une capacité de production, l'emploi et un travail décent pour éradiquer la pauvreté dans l'optique d'une croissance économique partagée, durable et équitable à tous les niveaux afin d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement »**

20. **M. Tuomioja** (Ministre des Affaires étrangères de Finlande), prenant la parole au nom du conférencier invité, Monsieur Sauli Niinistö, Président de la Finlande, dit que la récente crise financière et le ralentissement économique avaient aggravé le chômage mondial, en particulier chez les femmes et les jeunes. Le nombre de personnes en situation d'emploi vulnérable avait, lui aussi, augmenté et la qualité des emplois s'était détériorée. Il fallait assurer une croissance économique forte et équilibrée génératrice de développement dans les limites de la capacité

porteuse de la nature. Les crises environnementales de l'heure, et notamment le réchauffement de la planète, la perte de biodiversité et l'épuisement des ressources naturelles avaient leur origine dans l'imperfection de l'actuel modèle de croissance. Il pourrait ne rester qu'à peine quelques décennies pour parvenir à un développement écologiquement, socialement et économiquement viable et nul ne pouvait être certain que cet objectif puisse même être atteint. Ces questions avaient été évoquées à Rio et si des avancées marquantes y avaient été faites et si des engagements y avaient été redits, il s'agissait maintenant d'y donner suite.

21. Un des principaux résultats de Rio+20 avait été la décision de fixer des objectifs de développement viable qui aient le potentiel de placer le développement durable au cœur de la politique des Nations Unies. Il était donc essentiel que ce processus fasse partie du cadre de développement postérieur à 2015. Il fallait que toutes les parties prenantes – le secteur public, le secteur privé, les organisations et la société civile – participent à l'établissement des nouveaux objectifs par un processus efficace de recherche de résultats. M. Tuomioja se félicitait que l'on reconnaisse que la Commission jouerait un rôle majeur dans la réalisation d'une intégration équilibrée des trois dimensions d'un développement durable et il appelait de ses vœux l'établissement d'un dispositif transparent, non exclusif, pour la mise en place de l'instance politique intergouvernementale universelle de haut niveau mentionnée dans le document issu de Rio+20.

22. L'Union européenne avait fait sienne la notion d'« économie verte », à savoir un système économique qui renforçait le bien-être humain et l'égalité sociale, était compatible avec une utilisation viable des ressources naturelles et permettait de prendre soin de l'écosystème, remédiant ainsi à des systèmes insoutenables de production et de consommation. Loin d'être hostile au développement économique, l'économie verte était une condition préalable à une croissance soutenue et équilibrée et à la création de capacités de production. Mettre en place une telle économie signifierait adapter les stratégies nationales à la situation de chaque pays, inciter les décideurs, les consommateurs et le secteur privé à prendre des décisions efficaces et soutenables et alimenter en capital les petites et moyennes entreprises.

23. Le modèle économique nordique avait montré qu'il est possible de conjuguer protection sociale,

responsabilisation écologique et compétitivité économique; il s'agissait de refuser l'exclusivité. La croissance économique devrait donner à tous des possibilités égales d'avoir part à la vie de la société et de trouver un emploi décent, mais l'actuel modèle de croissance était loin d'être partagé et il générait un nombre insuffisant d'emplois décents. D'après l'OIT, le chômage mondial atteindrait 206 millions dans quatre ans. Actuellement, un tiers des chômeurs étaient jeunes et plus de 40 % étaient des femmes. Dans les pays en développement, beaucoup de pauvres travaillaient pour leur compte dans le secteur non structuré; pour arriver à éradiquer durablement la pauvreté, il faudrait leur donner des emplois décents ou la chance de participer à des activités entrepreneuriales à potentiel de croissance. Une protection sociale de base permettait aux gens de s'adapter aux changements qui survenaient dans l'économie et le marché du travail; pendant les chocs économiques, elle stimulait la demande et servait de stabilisateur économique et social. Les politiques qui visaient à assurer même possibilité de participation à la vie sociale, économique et politique et un égal accès aux services de base tout en reconnaissant l'importance du développement du secteur privé et de l'environnement méritaient assistance. Dans les sociétés les plus riches, la pauvreté avait été réduite par la mise en place de politiques délibérément favorables à la croissance et à l'équité.

24. Des règles plus transparentes pour l'investissement étranger, lequel était d'importance capitale pour la réalisation d'un développement durable, s'imposaient. M. Tuomioja se félicitait des efforts de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) pour parvenir à un accord mondial sur l'investissement étranger, négocié avec la participation des pays en développement, accord qui sauvegarderait les droits des gouvernements, ceux de l'environnement, ceux du consommateur et ceux du travail, assurerait la responsabilisation sociale des entreprises et faciliterait l'établissement des partenariats publics-privés qui seraient d'une importance cruciale pour le développement d'une économie verte.

25. La règle de droit était d'importance vitale pour la croissance économique et la création de capacités productives et d'emplois décents. L'existence de cadres juridiques prévisibles effectivement mis en place

rendait possible l'entrepreneuriat, protégeait les affaires de la corruption et d'un traitement arbitraire et soutenait les droits du travail, créant un environnement attractif pour les investisseurs nationaux et étrangers. Les entreprises devaient respecter les règles de droit et les droits de la personne. Le modèle Nordique reposait sur la coopération entre parties au marché du travail, lesquelles souvent négocient des accords, non seulement sur les salaires et les conditions d'emploi, mais aussi sur les pensions et autres prestations. L'égalité de participation des femmes était nécessaire aussi pour atteindre les objectifs communs et parvenir à un développement durable; la société pourrait progresser dans une direction plus positive si les compétences, le savoir, l'expérience et les valeurs des femmes et des hommes influaient sur les processus politiques.

26. Au cours des précédentes décennies, des centaines de millions de personnes avaient été sorties de la pauvreté, la qualité générale de la vie s'était très sensiblement améliorée et la réalisation de progrès marquants en technologie avait changé la manière dont les gens vivaient et communiquaient entre eux, et pourtant le nombre absolu de personnes vivant dans la pauvreté avait augmenté. Bien que la majorité des pauvres du monde vivent maintenant dans des pays à revenu intermédiaire, il ne fallait pas détacher son attention de ceux des pays les moins avancés, peu productifs et guère capables de diversifier leur économie. On pouvait, dans les pays riches, arriver à surmonter les crises économiques en serrant sa ceinture, mais pour les pauvres qui vivaient dans les pays pauvres, ces crises pouvaient être fatales. En 2011, les États membres avaient adopté un programme d'action pour les pays les moins avancés dans le but de permettre à la moitié d'entre eux de répondre aux critères de sortie de ce groupe pour 2020. Il fallait aux pays les moins avancés davantage de productivité et une transition structurelle vers des activités plus modernes afin d'y stimuler la croissance et d'y réduire la pauvreté ainsi qu'un soutien technique et financier renforcé pour pouvoir s'orienter vers une économie verte.

27. L'ère du mercantilisme économique, social ou environnemental était passée. Les États partageaient un destin commun et des intérêts communs. C'est pourquoi M. Tuomioja s'associait au Secrétaire général pour dire, comme il avait déclaré dans son rapport au Conseil (E/2012/63), qu'une action planétaire

s'imposait afin de cordonner des politiques visant à accroître les capacités de production et à renforcer l'économie mondiale. Il fallait que les gouvernements procèdent à des changements structurels et qu'ils adoptent des politiques et des mesures qui rendent possibles l'égalité et la justice sociale et qu'ils dessinent des frontières à l'environnement. À la cinquième Conférence des Nations Unies, tenue à Tirana du 27 au 29 juin 2012 sous le titre « Unis dans l'action », les participants s'étaient engagés à poursuivre la réforme des Nations Unies et à assurer de la cohérence à l'ensemble du système. L'existence d'un système efficace et qui fonctionne bien était essentielle à la cohérence de l'ensemble du système et à l'obtention d'un maximum de résultats sur le terrain.

28. **M. Somavia** (Directeur-General, Organisation internationale du travail) dit que les précédents orateurs avaient rendu on ne peut plus clair combien l'évocations du thème de l'examen ministériel annuel de 2012 venait à son heure. Le monde arrivait à la fin de l'actuel cycle de croissance et de globalisation et cette fin avait été stimulée par une crise économique et financière qui était le résultat d'un grand nombre de politiques qui n'avaient pas marché. Les experts financiers qui auraient dû pouvoir maîtriser la situation avaient été incapables de le faire et, quatre ans plus tard, la crise perdurait. Les niveaux du chômage mondial étaient au plus haut et 4 sur 10 chômeurs étaient jeunes; les gens avaient perdu confiance dans leurs systèmes politiques et leurs gouvernants, leurs secteurs d'activité et certains membres de la société civile et l'impression générale était que les gouvernants ne tenaient pas compte de leurs priorités essentielles : les emplois et l'éducation. On ne pouvait plus laisser faire « la routine » du fait qu'on ne croyait plus aux institutions. Les États qui avaient réussi à sortir de la crise l'avaient fait, non par des mesures d'austérité, mais par une démarche d'expansion comprenant renforcement de la protection sociale et élévation du salaire minimum.

29. La solution de la crise résidait dans la production, mais une croissance génératrice d'emplois serait impossible si le système financier maintenait son emprise sur l'économie mondiale. Le contrôle devait passer aux mains de l'économie réelle – de gens prêts à investir et à prendre des risques – et ne devait plus être laissé à une « économie de casino » à propos de laquelle on apprenait que des banques prétendument fiables avaient manipulé les taux d'intérêt. Au niveau

politique, un pouvoir qui était devenu relativement irresponsable devait être mis à sa place et ramené à sa vocation première : saisir l'épargne et l'utiliser à des fins d'investissement productif, d'innovation technique, de commerce et de consommation. Une telle approche aurait le soutien universel qui manquait à l'actuel système bancaire.

30. Une autre raison de la fin du cycle actuel était le fait que l'écart d'inégalité était devenu trop grand; à présent, la population du monde comptait 61 millions de personnes qui possédaient une richesse équivalant à celle de 3 500 millions. À ces niveaux, le système n'était plus politiquement viable. Il faudrait, pour réduire cette inégalité, un plus juste rapport entre productivité et salaires comme moyen pratique de faire que le volet demande de l'économie fonctionne; le salaire était, avant tout, une source de demande.

31. La 101<sup>e</sup> session de la Conférence internationale du travail, tenue à Genève du 30 mai au 14 juin 2012, avait suscité deux nouveaux produits : un appel en faveur de l'emploi des jeunes, résultat d'un consensus entre les trois parties constitutives de l'OIT – employeurs, travailleurs et gouvernements – et de 46 consultations de 5 000 jeunes leaders du monde entier, partie importante du processus étant donné que les jeunes ne cessaient de se plaindre que personne ne les écoutait, et une nouvelle norme de protection minimale sous la forme de types pratiques et spécifiques de politique que les États et les régions pourraient mettre en œuvre avec l'appui unanime de toutes les trois parties constitutives de l'OIT.

32. La fin d'un cycle était marquée par une période d'incertitude; on ne savait pas où en serait le monde dans un an ou combien de temps durerait la crise. Mais c'était aussi un temps de chances extraordinaires pour les Nations Unies du fait que le Secrétariat, les institutions spécialisées et les commissions régionales, les institutions de Bretton Woods et les banques régionales constituaient une des plus importantes bases de savoir pour la croissance et la globalisation si seulement le système pouvait apprendre à travailler d'une manière intégrée. Le rôle fondamental du Conseil était de mettre en place cette base de savoir, mais il lui fallait pour cela « sortir des sentiers battus » et ne pas essayer de s'attaquer aux problèmes un par un et ne pas oublier les paroles qui ouvrent la Charte : « Nous, peuples des Nations Unies... ». Les délégations savaient quand elles étaient sur la bonne voie en négociation et quand il en allait autrement et

qu'elles devraient songer à l'impact futur des accords qu'elles rédigeaient et aux implications pratiques de leur incapacité à s'entendre dans l'intérêt des populations qu'elles représentaient.

33. C'était une idée courante qu'une société se définissait par la qualité du travail qu'elle fournit à son peuple. Il y avait une corrélation directe entre salaire et productivité et comme le travail était vu comme un coût de production, la logique de l'économie mondiale voulait des salaires aussi bas que possible pour être compétitifs. Les travailleurs étaient des consommateurs et ils se définissaient comme tels dans les politiques économiques et sociales qui suivaient le dogme, mais le travail était aussi une source de dignité personnelle, de stabilité familiale et de paix communautaire et si l'on savait généralement que ces autres dimensions existaient, elles ne transparaissaient pas dans l'élaboration des politiques. Tant que la définition que donnaient du travail les concepteurs économiques ne rejoindrait pas celle de la vie réelle, les problèmes de l'heure perdureraient.

34. Le processus Rio+20 attirerait principalement l'attention sur une série de chances – en d'autres termes sur des objectifs de développement durable. M. Somavia ne savait pas si les participants seraient à la hauteur de ce défi, mais les décisions prises à Rio, si elles étaient mises en œuvre, représenteraient une percée majeure pour les Nations Unies. Comme il avait été Vice-Président du Conseil en 1992 lors de la première Conférence de Rio, il attachait une grande importance à la possibilité qui lui était donnée de prononcer sa dernière allocution durant le débat de haut niveau comme Directeur-General.

35. **Tan Sri Dato' Haron** (Président de l'Organisation internationale des employeurs) dit que la collectivité mondiale était confrontée à des défis massifs, surtout le système des Nations Unies, lequel s'efforçait de tenir les promesses contenues dans les OMD et de veiller à ce que la prochaine phase de développement mondial réponde aux priorités arrêtées de manière plus efficace et dans un plus grand nombre de pays. Les employeurs n'avaient pas de solutions magiques pour répondre à l'actuel défi que représentaient des crises économiques et des crises de l'emploi prolongées, notamment une crise particulièrement pressante concernant l'emploi des jeunes, mais ils étaient bien placés pour identifier un facteur clef de succès ou d'échec des efforts de développement, d'emploi et de réduction de la pauvreté

dans le monde et pour mieux répondre à ce que les collectivités attendent du système international.

36. Même après des décennies consacrées à aider et à promouvoir le développement et à redoubler d'efforts pour atteindre les OMD, il y avait encore beaucoup à faire. Le monde des affaires pourrait, mettant en commun son expérience, faire servir celle-ci à redresser des entreprises trop peu performantes et à améliorer leurs produits jour après jour. Les employeurs ne savaient que trop que, dans un monde qui change, il était indispensable d'être disposé à s'interroger sur des valeurs et des approches même jugées sûres jusque-là et de changer la manière de procéder en affaires et ces leçons étaient d'une importance capitale pour l'œuvre des Nations Unies également.

37. Le monde des entreprises demandait au système des Nations Unies de mieux voir jusqu'à quel point un solide secteur privé, suffisamment confiant pour investir et créer des emplois, était essentiel à la réalisation des objectifs de développement mondial. Les efforts futurs devaient encourager et absorber plus activement l'expansion du secteur privé et encourager le développement d'entreprises robustes dans des économies et des marchés de produits bien régulés et plus fonctionnels dans lesquels les entreprises privées puissent croître, générer des emplois et contribuer ainsi à la vie de leurs collectivités.

38. La planification du développement devrait considérer ce qu'il y a à gagner dans le long terme à encourager et à soutenir dans le court terme le développement du secteur privé et du marché. Davantage de pays devraient pouvoir bénéficier de l'apport – d'innovations et de développement social et économique – que le secteur privé a dans l'histoire apporté aux sociétés les plus développées. Le système des Nations Unies devrait encourager les gouvernements des pays en développement à poursuivre des réformes et un développement du secteur privé inspirés du marché, qui rende plus facile d'investir et de commercer, et soutenir leurs efforts dans ce sens.

39. Les employeurs approuvaient en particulier l'œuvre de la Banque Mondiale, surtout son rapport annuel Doing Business, comme étant la source majeure de bonnes idées et de bonnes pratiques qui rendent plus facile de faire du commerce, de créer des emplois et de contribuer au développement et comme chef de file



mondial pour améliorer la qualité, la pertinence et l'efficacité des règles. Le rapport devrait être vu comme une ressource indispensable pour la planification du développement et il devrait, avec le soutien du système des Nations Unies, guider la formulation de la politique dans un plus grand nombre de pays. Il était difficile de concevoir un effort plus approprié à toute la gamme d'actions des Nations Unies susceptibles d'être engagées sous les auspices du Conseil.

40. Nulle partie du système international ne peut prétendre prodiguer encouragements et offrir coopération à des entreprises tout en adoptant ou préconisant simultanément des mesures de nature à les rendre moins confiants dans leur capacité à investir et à créer des emplois; des politiques qui étaient ostensiblement dans l'intérêt des collectivités pouvaient avoir l'effet contraire si elles rendaient les entreprises moins disposées à prendre des risques. Il faudrait peser l'objectif déclaré de propositions tendant à renforcer la régulation du marché du travail ou à restreindre le commerce afin de mesurer leur impact potentiel sur l'évolution du secteur privé et de voir s'il y aurait une meilleure démarche.

41. Il y avait des signes encourageants montrant que le système des Nations Unies avait conscience du potentiel du secteur privé. Les employeurs se félicitaient de l'attention portée à la productivité dans le thème de l'examen ministériel annuel et du lien que l'Organisation établissait entre productivité, développement et éradication de la pauvreté. Le travail de Tan Sri Hato' Haron auprès de l'Association de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) avait montré qu'une amélioration de la productivité avait été essentielle à l'évolution des sociétés asiennes et demeurait d'une importance capitale pour la poursuite de leur succès.

42. Le Directeur général de l'OIT quitterait bientôt ses fonctions et il serait utile que le Conseil fasse savoir clairement que l'Organisation, naguère en tête comme stimulateur d'amélioration de la productivité, pourrait mieux s'acquitter de son mandat en favorisant un développement guidé par le secteur privé et l'expansion de l'économie de marché afin de mieux s'inscrire dans l'optique du Conseil.

43. On avait tort de penser qu'il y a un choix binaire à faire entre travail décent et entreprises productives et profitables. Il fallait, pour réaliser de substantielles avancées à la rencontre des défis mondiaux que

présentent l'emploi et le développement, renforcer les entreprises privées, en particulier les petites et moyennes entreprises, et les rendre aussi productives que possible. La sécurité de l'emploi était une fonction directe de la viabilité de l'entreprise, leçon qui n'avait été rendue que trop claire sur tous les lieux de travail du monde.

44. Les Nations Unies, l'OIT et l'ensemble d'opérations que supervise le Conseil sont tributaires, dans une mesure peut-être insuffisamment reconnue, de la viabilité et du développement du secteur privé. Le système des Nations Unies devrait consacrer davantage de ressources aux entreprises dans un plus grand nombre de pays afin d'y multiplier les emplois, d'y faire reculer la pauvreté et d'y travailler à la réalisation des OMD et de ce qui viendrait à prendre leur place. Les entreprises étaient prêtes à devenir des partenaires actifs, engagés auprès des décideurs et autres parties prenantes, y compris de ceux qui ne sont pas au courant des priorités du secteur privé, dans la poursuite d'objectifs de développement qui traduisent les intérêts communs des entreprises et des collectivités dans lesquelles vivent et travaillent leurs membres. Il pourrait y avoir une possibilité d'agir dans ce sens dans le renforcement des contacts et de l'entente entre entreprises et concepteurs de politiques de développement par de nouveaux dialogues et même par des échanges temporaires de personnel afin de fonder le dialogue entre ces concepteurs sur l'expérience pratique du travail.

45. Tan Sri Hato' Haron rend hommage à l'action de l'ancien Représentant spécial du Secrétaire général du commerce et des droits de l'homme, M. John Ruggie, dont le cadre d'action dit Protect, Respect and Remedy représentait le type d'élaboration bien étudiée de politiques interconnectées susceptibles de mieux tirer parti de la contribution que le développement du secteur privé peut apporter au développement international. Les membres de son Organisation avaient récemment eu l'occasion de rencontrer M<sup>me</sup> Aung San Suu Kyi, qui avait récemment proposé une vision avertie et originale de la politique de développement social et économique de son pays, le Myanmar; ils espéraient que les Nations Unies, les institutions internationales et le Gouvernement de ce pays feraient de même. La communauté internationale des entreprises se félicitait de sa concertation actuelle avec le Conseil par l'intermédiaire de son Organisation et se tenait prête à engager des relations d'authentique

partenariat avec les Gouvernements, les institutions internationales et autres instances pour faire progresser la nouvelle conception de la politique de développement.

46. **M<sup>me</sup> Burrow** (Secrétaire générale, Confédération internationale des syndicats) dit que, comme les précédents orateurs l'avaient clairement indiqué, l'actuel modèle économique ne marche pas. Avec plus de 200 millions de personnes sans travail et un marché du travail qui comptait de moins en moins de jeunes, les dirigeants du monde étaient tenus de concentrer leur attention sur des questions d'emplois de qualité, de salaires et de protection sociale. Les perspectives s'annonçaient mauvaises : on prévoyait 45 millions de nouveaux entrants sur le marché pour chacune des 10 prochaines années. Laisser les marchés résoudre le problème n'était pas la solution du fait que la reprise économique était incertaine, que le champ de l'économie informelle s'élargissait et que les inégalités s'aggravaient.

47. Comme l'Organisation du précédent orateur, la Confédération internationale des syndicats soutenait et cautionnait la croissance du secteur privé du fait que des entreprises viables signifiaient des emplois viables. Elle mettait en garde contre une fausse concurrence entre croissance du secteur privé et croissance du secteur public : s'il fallait équilibre et indépendance, il ne fallait pas moins coopération et dialogue avec l'Organisation internationale des employeurs du fait que l'infrastructure et les services ne pouvaient pas tous être assurés par le secteur privé.

48. Les récentes réunions intergouvernementales ne s'étaient pas soldées par des engagements coordonnés concrets : rien qu'une reconnaissance des problèmes. Lors de la réunion au Sommet du Groupe des 20, tenu à Los Cabos les 18 et 19 juin 2012, on était passé d'un discours d'austérité à un discours de création d'emplois, mais sans que cela s'accompagne d'engagements concrets tenables. La Déclaration de Los Cabos qui en était résulté disait les bonnes intentions, mais la mise en œuvre de la Déclaration était laissée aux Gouvernements, lesquels étaient pris dans les mailles du filet des marchés financiers et se bornaient à redire leur attachement aux règles financières. Quatre ans après la crise, on ne notait aucun effort en profondeur à la mesure de celui qu'il fallait pour atténuer les dommages causés par le secteur financier ou les effets désastreux d'une spéculation qui continuait à sévir en Europe.

49. Dans une lettre du 30 mai 2012 adressée au Président du Mexique Felipe Calderon, Président du Groupe des 20 pour 2012, les organismes de commerce (B20) et les organisations syndicales (L20) du Groupe des 20 pays avaient appelé à un investissement coordonné en infrastructure, en particulier en infrastructure verte, en mise à niveau des apprentissages et internats, à un dialogue social entre l'équipe spéciale du Groupe pour l'emploi, les employeurs et les syndicats afin de répondre à l'élargissement du champ de l'économie informelle qui faisait obstacle à celui des économies viables. Les syndicats appelaient aussi à l'approbation d'une taxe de transaction financière et d'un financement mondial pour la mise en place d'un filet de protection sociale minimale dans les pays les plus pauvres. Malgré l'absence d'action concrète, la reconnaissance, par le Sommet, du L20 et du B 20 et leur partenariat sur des points essentiels avait été quelque chose de positif. Les organisations commerciales et syndicales prévoyaient une rencontre avec l'OCDE et l'OIT en octobre 2012 afin d'étudier notamment la mise à une plus grande échelle des apprentissages et d'adopter une position commune concernant les politiques et dispositions réglementaires à mettre en place pour réduire le secteur informel.

50. **M<sup>me</sup> Burrow** déplorait que la décision précipitée prise au Sommet du Groupe des 20 de Toronto en 2010 de réduire de moitié les déficits budgétaires de ses membres pour 2013 n'ait pas été annulée; de telles mesures ont contribué au ralentissement économique et conduiraient, sans adoucissement, à une aggravation des difficultés et de l'inégalité ainsi qu'à un nouveau rétrécissement de la demande dans toutes les régions et économies. Les niveaux d'endettement devaient être maîtrisés, mais sur la base d'une croissance centrée sur l'emploi à mesure que l'économie se redresserait. **M<sup>me</sup> Burrow** était préoccupée de constater que l'on en venait de plus en plus, comme le laissaient voir les réunions du Conseil, à juger acceptable de refuser de reconnaître aux travailleurs leurs droits fondamentaux et les garanties du marché du travail sous couvert de chercher à tenter de stimuler l'économie. Il n'était de l'intérêt de personne de faire des travailleurs des victimes; **M<sup>me</sup> Burrow** demandait aux dirigeants de mettre en acte leurs engagements verbaux au regard des normes essentielles du travail.

51. Les sondages effectués dans la perspective du Sommet de Los Cabos et de Rio + 20 avaient montré

que la majorité des personnes interrogées pensaient que la prochaine génération serait moins bien lotie que l'actuelle, qu'elle n'aurait aucune protection juridique suffisante pour assurer des emplois sûrs et que ceux qui votaient n'avaient pas d'influence réelle sur les décisions économiques des Gouvernements. Ils n'étaient que 10 % à avoir été favorables aux mesures « austérité d'abord » alors que 66 % étaient pour un investissement dans l'emploi. Chose inquiétante, 11 % seulement avaient dit que leur revenu s'était amélioré, situation désastreuse pour la demande, les entreprises, les travailleurs et leurs familles.

52. Le résultat de Rio + 20 n'avait pas, pas plus que celui du Sommet de Los Cabos, suscité d'espoir. Les syndicats étaient certes satisfaits que le document issu de Rio en ait approuvé les propositions essentielles sur les emplois verts, la protection sociale, les droits de la personne et les droits syndicaux, mais il n'y avait pas eu d'appel à une action immédiate. Rio+20 avait donc été une occasion manquée pour intégrer l'écologie, l'équité et l'économie dans une action internationale. Il était choquant d'avoir été témoin d'un Sommet qui avait vu 114 Chefs d'État se réunir sans pouvoir négocier, se prêtant ainsi à ce qui n'aura été après tout qu'une photo-op.

53. Les travaux de recherche de l'Organisation de M<sup>me</sup> Burrow sur 12 pays avaient montré que s'ils investissaient ne serait-ce que 2 % de leur produit intérieur brut (PIB) dans l'économie verte chaque année pendant cinq ans, 48 millions de nouveaux emplois seraient générés. M<sup>me</sup> Burrow ne demandait pas aux Gouvernements de financer l'opération; 25 mille milliards de capitaux des travailleurs étaient déjà investis dans l'économie mondiale, 14 mille milliards de son montant sous forme de gestion fiduciaire mixte. Les travailleurs voulaient retirer leurs actifs de l'économie spéculative pour en constituer progressivement un capital et ils avaient entrepris de mettre 5 % de leur argent dans l'économie verte en l'espace de deux ans. Toutefois, il fallait que les Gouvernements créent le climat approprié pour cet investissement; la maturité du marché des obligations vertes, qui exigeait l'aval des autorités nationales et des institutions multilatérales, était également indispensable.

54. Il existait des modèles, comme le Pacte Mondial pour l'emploi, mais il fallait les intégrer dans l'ensemble du tableau. La mise en place d'un minimum de protection sociale ferait davantage pour donner

rapidement réalité aux OMG, point de vue défendu dans le rapport du Groupe consultatif présidé par M<sup>me</sup> Michelle Bachelet intitulé « Un minimum de protection sociale pour une mondialisation juste et non exclusive » ainsi que dans la recommandation n° 202 sur la mise en place d'un minimum national de protection sociale adoptée récemment par l'OIT. Une telle initiative pourrait être financée, soit par les quelque 240 milliards de dollars de perte de taxe mondiale sur les 11 mille milliards de dollars détenus dans des paradis fiscaux par des ultra-riches ou provenant d'autres sources, comme la taxe sur les transactions financières ou autres prélèvements effectués sur les combustibles de soutes et les produits d'échange mondial. Ces mesures pourraient être mises en œuvre sans fausser les marchés ou placer un fardeau sur les entreprises. Le conflit pressenti entre, d'une part, productivité et bénéfices et, d'autre part, salaires dans lesquels les travailleurs sont perdants, n'était incitateur de demande ni de viabilité. En investissant dans la demande et la fourniture d'emplois et de services aux entreprises, des politiques de marché du travail actives et la mise de crédit abordable à la disposition des petites et moyennes entreprises, on jetterait les bases d'une action. Le Pacte mondial de l'OIT pour l'emploi, étayé par un minimum de protection sociale, changerait le monde et la coopération rendrait cela possible.

55. M<sup>me</sup> Burrow n'a pas pour habitude de désigner nommément les pays, mais elle a été affligée et surprise d'apprendre que le Qatar va faire un exposé volontaire sur ses initiatives de protection sociale minimale du fait que plus de 90 % de ses travailleurs sont des migrants et que le pays continue à refuser de reconnaître le droit à la liberté d'association. Il fallait que le Conseil prenne de telles questions au sérieux s'il voulait redonner confiance dans l'Organisation, dans le multilatéralisme et dans les gouvernements en général. Emplois, salaires, parts de revenu et minimum de protection sociale, refusé à 75 % des travailleurs, et attachement à l'offre d'un authentique travail décent et d'un emploi productif étaient nécessaires pour éviter de voir se poursuivre des spirales déflationnistes. La direction éclairée du Conseil était vitale à cet égard et, par son travail d'aide aux plus pauvres des pauvres du secteur rural, son action pourrait faire une différence si elle prenait les engagements qui avaient fait défaut aux récentes réunions de haut niveau.

56. M<sup>me</sup> Burrow engage le Conseil à faire preuve de courage politique et à exiger une action coordonnée à laquelle les syndicats puissent apporter leur concours. Le choix était clair : reconstruire un modèle économique qui marchait pour tous et renforçait le développement ou voir dans la rue des gens livrés au désespoir.

57. M<sup>me</sup> Fong (Chef des services scientifiques, Light Sail Energy), accompagnant son exposé d'une vidéo, dit que beaucoup conviendraient que l'ancien système ne marchait pas. Les jeunes du monde travaillaient d'arrache-pied à faire advenir un avenir qui leur permette de faire un travail auquel ils s'intéresseraient et qui entretiendrait une relation durable avec l'environnement. Ils avaient une conscience du monde plus développée qu'aucune autre génération, ayant grandi avec l'internet et un large accès aux médias et à l'information et, s'ils étaient peut-être la génération la plus instruite, ils connaissaient des taux de chômage extrêmement élevés. Ils avaient l'impression de se trouver sur un tapis roulant allant dans le mauvais sens et que la seule solution était de sauter.

58. Chef d'entreprise, M<sup>me</sup> Fong pensait que les solutions nécessaires pouvaient être trouvées et qu'il suffirait, pour les mettre en pratique, d'une seule action de ceux qui étaient présents dans la salle. Le Forum des jeunes du Conseil, tenu à New York le 4 mai 2012 sur le thème « Créer un avenir viable : doter les jeunes de meilleures possibilités d'emploi », avait réuni des étudiants, des chefs d'entreprises et des champions des causes des jeunes venus des quatre coins du monde pour examiner les problèmes auxquels faisaient face les jeunes et leur donner voix. Malgré les frustrations, l'esprit du Forum avait été encourageant; les questions soulevées par les présentateurs et les participants comprenaient l'insécurité de l'emploi, le besoin d'emplois décents, l'importance de canaliser dans un engagement soutenu l'énergie que des jeunes avaient mis dans des révolutions et des activités économiques partout dans le monde, ce qui reliait économies plus viables, initiatives vertes et possibilités d'emplois et l'idée que ce n'était pas simplement que les jeunes devaient être aidés, mais que le monde avait besoin d'être aidé par les jeunes.

59. Beaucoup des défis de l'heure pouvaient être relevés grâce à de nouvelles idées et par des gens en début de carrière; le chemin de la nouvelle éducation passait par l'entrepreneuriat. La sienne propre, qu'elle avait reçue dans une grande université, n'avait pas

répondu à son attente et, quand elle avait pu trouver un emploi lui permettant de mettre au point sa méthode à elle pour stocker l'énergie renouvelable et la produire à un coût moindre que celle produite à partir des traditionnels combustibles fossiles, elle avait cherché des capitaux et créé sa propre société en dépit des obstacles présentés par des dispositions réglementaires piètrement adaptées.

60. Dans un monde où les innovations se faisaient dans une région et où les meilleures chances de les mettre en pratique se trouvaient dans une autre, on pourrait faire davantage pour qu'impact et entrepreneuriat partent du bas vers le haut. C'est pourquoi M<sup>me</sup> Fong proposait une solution concrète que les participants pourraient emporter dans leurs pays et l'y appliquer sans qu'il leur coûte rien : un programme d'échange mondial d'entrepreneurs calqué sur le modèle des échanges d'étudiants, parfait exemple de diplomatie internationale permettant aux jeunes de prendre dans les sociétés des-uns et des-autres ce qu'elles avaient de meilleur. Un tel échange permettrait aux jeunes de se rendre là où ils pourraient avoir le plus gros impact pour ensuite le partager avec le reste du monde. On pouvait citer comme exemples une start-up de captation d'énergie solaire, lancée par un entrepreneur canadien, qui avait trouvé aussi à s'implanter en Tanzanie, et, au Kenya, le système de paiement mobile hautement développé, qui avait suscité l'intérêt de chercheurs du monde entier.

61. La proposition de M<sup>me</sup> Fong à l'intention des présents – non des Gouvernements qu'ils représentaient – était de faire le premier pas en faisant savoir qu'ils approuvaient personnellement le but visé par une coopération mondiale en créant un réseau par l'intermédiaire duquel mettre en contact des personnes dotées des meilleurs atouts dans le monde. Ce réseau donnerait aux jeunes la possibilité de s'engager dans une nouvelle forme d'éducation, une forme d'éducation n'impliquant pas des années de scolarité dans la perspective d'emplois qui n'existaient pas, mais une forme d'éducation qui leur permettait de se rendre là où ils auraient le plus de chances d'apprendre. M<sup>me</sup> Fong invitait les participants à faire connaître leur intérêt et à prendre contact avec elle par courriel. Il suffirait de quelques nations pour créer un réseau d'entrepreneurs en prise sur le monde qui serait capable de créer l'avenir que le monde voulait.

**Examen ministériel annuel : promouvoir une capacité de production, l'emploi et un travail décent pour éradiquer la pauvreté dans l'optique d'une croissance économique partagée, durable et équitable à tous les niveaux afin d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement**

*Message stratégiques des réunions préparatoires régionales*

62. **M. Nakano** (Vice-Ministre des affaires étrangères du Japon), présentant les conclusions de la réunion préparatoire régionale Asie-Pacifique sur le thème « Promouvoir une capacité de production, l'emploi et un travail décent en Asie et dans le Pacifique : approche régionale d'une croissance soutenue, partagée et équitable et réalisation des OMD » tenue à Kyoto le 7 décembre 2011, dit que ceux qui avaient participé à la réunion préparatoire avaient reconnu que le dynamisme de la croissance en Asie et dans le Pacifique avait sorti des centaines de millions hors de la pauvreté, que la gouvernance du marché du travail s'était améliorée et que le travail décent était devenu un objectif central des stratégies de développement international. Il y avait eu aussi des progrès dans le domaine des systèmes de protection sociale, des droits des travailleurs migrants, du travail des enfants et de la formation professionnelle des jeunes. Néanmoins, la région continuait à faire face à des défis : les inégalités entre pays et à l'intérieur des pays s'étaient creusées et 37 % des travailleurs vivaient avec moins de deux dollars par jour; beaucoup travaillaient toujours dans des environnements sans structure et dangereux et la croissance du salaire réel y était lente. La lenteur de la croissance de l'emploi touchait en particulier les jeunes et le taux d'activité des femmes dans la région n'était que de 50 % comparé à celui de 80 % pour les hommes.

63. La nombreuse population de la région et l'accroissement rapide de la main d'œuvre promettaient une énorme capacité de production et un vaste marché régional. Ceux qui avaient participé à la réunion avaient fait observer qu'il pourrait être nécessaire, pour conserver une croissance forte, de se rendre moins tributaire des exportations, d'accroître la demande intérieure et de placer l'emploi et un travail décent au cœur de l'élaboration de la politique. Afin de continuer à progresser vers la réalisation des OMD, il allait falloir prendre des mesures pour établir un modèle de croissance richement générateur d'emplois, renforcer la protection sociale, soutenir les petites et

moyennes entreprises, faire advenir des possibilités d'emploi décent pour les jeunes, créer les compétences que demandaient les marchés du travail, en particulier pour les jeunes, promouvoir des marchés du travail plus justes respectueux des normes internationales du travail et des droits des travailleurs et encourager la réalisation d'une croissance plus verte nullement exclusive de viabilité économique et sociale. Travail décent et plein emploi devraient devenir un but des politiques macroéconomiques; il faudrait envisager un modèle de croissance plus partagée, riche en emplois afin de créer un cycle vertueux de croissance et d'amélioration des salaires et des niveaux de vie; il faudrait renforcer des institutions représentatives du travail afin d'assurer des marchés du travail plus ouverts et plus justes; il faudrait renforcer la coopération régionale afin de répartir expérience, bonnes pratiques et capital social. Il faudrait soutenir les petites et moyennes entreprises par la création d'un environnement porteur qui favorise une culture d'entrepreneuriat, renforce les services d'aide aux entreprises, facilite l'accès au crédit et renforce l'investissement à forte intensité d'emploi par des mesures telles que la mise en place de systèmes de garantie d'emplois publics. Les États devraient concevoir des panoplies de mesures fondées sur l'utilisation du Pacte mondial de l'OIT, encourager les négociations collectives et concevoir des systèmes de salaires minimum fondés sur les normes de l'OIT et mettre sur pied des systèmes de protection sociale exhaustive qui ciblent en particulier les plus pauvres.

64. Reconnaissant que les femmes et les jeunes étaient particulièrement vulnérables à l'asthénie de l'emploi et à l'instabilité du marché du travail, les participants avaient recommandé de créer des emplois décents pour les jeunes et d'en assurer la promotion, en particulier dans des secteurs dynamiques comme les emplois verts, le commerce électronique et les secteurs agricoles insuffisamment développés, de réduire les barrières entre sexes et de stimuler l'entrée des femmes sur le marché du travail, de concevoir des mesures novatrices pour faciliter la transition de l'école au travail, de doter la main d'œuvre, en particulier les jeunes, des compétences que demandaient les marchés du travail, y compris celles que demande la vie, de mettre en place une capacité de production et des politiques de valorisation des ressources humaines afin de s'attaquer aux décalages entre l'offre et la demande et d'inciter au dialogue les Gouvernements, les organisations d'employeurs et de travailleurs, les

organisations de jeunes et de femmes et autres parties prenantes de la société civile afin de trouver réponse aux problèmes du chômage.

65. **M. Shide** (Ministre d'État des finances et du développement économique d'Éthiopie), présentant les conclusions de la réunion préparatoire de la région Afrique sur le thème « les petites et moyennes entreprises comme moteurs de capacité de production et de création d'emplois », tenue à Addis-Abeba le 25 mars 2012, dit que les participants avaient constaté que la solide croissance de l'Afrique n'avait pas été suffisamment partagée pour répondre aux besoins d'emplois d'une population en croissance rapide et que son énorme potentiel exigeait des politiques cohérentes afin d'arriver à créer des emplois et à gagner en productivité. Les femmes et les jeunes méritaient une attention spéciale dans les débats relatifs à l'évolution des entreprises et à la création d'emplois; les jeunes, qui étaient mieux instruits qu'aucune autre génération d'Afrique, offraient un dividende démographique.,

66. Les possibilités de partage du savoir et d'échange de bonnes pratiques dans la région étaient limitées. Il y avait de gros écarts d'infrastructure, en particulier dans les domaines de l'énergie, du transport ainsi que de la technologie de l'information et de la communication à combler afin d'ouvrir les marchés et de lever les obstacles au développement des petites et moyennes entreprises. Celles-ci avaient certes vu leur financement s'améliorer, mais leur accès au crédit étaient toujours limités du fait que le risque de défaut était élevé et les mécanismes financiers inadéquats. Il y avait comme solution possible l'octroi d'un crédit direct par les institutions financières publiques ou par des sources publiques-privées et l'offre de garantie de crédit. Les systèmes éducatifs devraient être plus ouverts et mieux adaptés aux besoins des marchés du travail; la formation technique et professionnelle devrait être mieux intégrée dans les systèmes éducatifs des pays et la valorisation des ressources humaines devrait comprendre des apprentissages de type informel et une formation sur le tas en technologie de l'information, en gestion et en entrepreneuriat.

67. Stimuler la productivité agricole demeurerait certes une priorité, mais le nombre accru de ménages ruraux prenant part à des activités non agricoles donne à penser que l'établissement d'un plus grand nombre de petites et moyennes entreprises s'impose. Il appartient aussi aux concepteurs de la politique d'évaluer et mettre en place des stratégies pour faire sortir de

l'ombre des entreprises sans structure. Enfin, des programmes de protection sociale pourraient entraîner des gains de productivité et d'employabilité et garantir un niveau minimum de sécurité du revenu, ce qui contribuerait au développement économique, à la création d'emplois et à l'investissement dans la région.

68. **M. Brenta** (Ministre du travail et de la sécurité sociale de l'Uruguay), présentant les conclusions de la réunion préparatoire de la région Amérique latine et Caraïbes tenue à Montevideo le 27 avril 2012, dit que si la région avait fait des progrès sensibles en croissance économique en création d'emplois, en protection sociale et en réduction de la pauvreté, il restait des gros problèmes à résoudre, notamment inégalité sociale, faiblesses structurelles et bas niveaux de revenus. Il fallait des politiques macroéconomiques intégrées pour promouvoir la croissance économique, mettre en place des emplois de qualité et une protection sociale ainsi que pour diversifier l'économie et rendre la région le moins vulnérable possible aux chocs extérieurs. L'adoption d'une approche intégrée des questions de productivité, d'emploi et de protection sociale serait un gros stimulateur de croissance. Les politiques sectorielles sur l'innovation, le renforcement des moyens d'action et l'investissement devraient viser à intégrer les petites et moyennes entreprises et à stimuler leur participation aux marchés d'exportations. Étant donné l'impact de la crise économique sur la création d'emplois, il faudrait mettre en place un seuil de protection sociale minimale à l'échelle de la région; les jeunes devraient avoir plus aisément accès à une formation et à une éducation professionnelle; et les politiques en place devraient faire que les jeunes achèvent leur éducation avant d'entrer dans le marché du travail. L'existence d'un seuil de protection sociale minimale susciterait aussi des changements de structures à cet égard.

69. Il faudrait encourager les associations publiques et privées à établir des programmes pour les jeunes à la recherche de leur premier emploi. La mise en œuvre du Réseau des Nations Unies pour l'emploi des jeunes devrait se poursuivre et un Groupe d'étude régional de haut niveau sur l'emploi des jeunes devrait être mis sur pied pour regrouper les résultats des efforts nationaux et concevoir des programmes régionaux d'emploi des jeunes. L'existence d'alliances secteur public-secteur privé conduirait à une croissance plus stable et plus équilibrée. Enfin, on avait fait valoir que tous les

efforts fournis dans ce domaine devraient s'inscrire dans l'optique des droits fondamentaux du travail.

70. **M. Celik** (Ministre du travail et de la sécurité sociale de Turquie) dit que les mauvaises politiques économiques et les crises régionales et mondiale avaient eu un impact majeur sur les travailleurs en Europe et au Moyen orient, en particulier pour les catégories défavorisées qu'étaient les personnes handicapées, les migrants, les travailleurs sans qualifications et les jeunes. Pour la fin de l'année 2011, le taux de chômage des jeunes avait atteint 22 % dans l'ensemble de l'Union européenne et dépassé 50 % dans certains de ses membres. Le chômage et le manque de confiance dans l'avenir pouvaient toucher des sociétés entières, des gouvernants et même d'autres pays de la région; les événements qui avaient conduit à un changement politique en Tunisie avaient commencé quand un jeune sans travail s'était immolé par le feu. C'est pourquoi les mesures économiques devaient s'accompagner d'une politique sociale, de stimulation du marché du travail, de formation professionnelle, de programmes de travaux publics et de formation en cours d'emploi. Il fallait trouver des solutions avant que les problèmes de l'heure ne deviennent structurels.

71. Dans la perspective de la 101<sup>e</sup> session de la Conférence internationale du travail, tenue à Genève du 30 mai au 14 juin 2012, des réunions préparatoires avaient eu lieu dans 11 pays d'Europe, dont la Turquie. Pendant ces consultations, le problème du chômage des jeunes avait été abordé en détail; les problèmes évoqués avaient été notamment la faiblesse de la demande de main d'œuvre, la segmentation des marchés nationaux du travail, l'existence d'un fossé entre le niveau d'instruction et les compétences demandées par le marché du travail, les difficultés de transition entre l'école et le travail par suite du manque d'expérience et le fait de ne pas savoir où et comment chercher un emploi.

72. Face à ces problèmes, les Gouvernements, dont celui de M. Celik, avaient apporté une aide au revenu des jeunes, conçu des programmes et des projets pour faciliter le passage de l'école au travail, assuré aux jeunes et aux chômeurs une meilleure orientation de carrière, mis effectivement en place des seuils de protection sociale minimale, pris des mesures législatives pour faciliter l'emploi des catégories défavorisées et proposé des programmes d'acquisition de compétences et d'apprentissage.

73. Si certains indicateurs économiques donnaient à penser que la crise tirait à sa fin, les taux de chômage demeuraient élevés. Une augmentation de la capacité de production et de l'emploi contribuerait non seulement à combattre la pauvreté localement et au niveau international, mais aussi à promouvoir la paix et la stabilité. La Turquie avait été, de tous les pays du Groupe des 20, celui qui avait connu la plus forte montée de l'emploi depuis le début de la crise et, en 2011, elle venait au deuxième rang pour le niveau de croissance économique. Avec une population dont la moitié n'avait pas 30 ans et dont les 15 à 24 ans représentaient 17 pour cent, le pays était résolu à faire de son potentiel démographique une chance de développement par la politique économique, l'éducation, l'emploi et la protection sociale.

74. Afin de faire baisser encore les taux de chômage des jeunes, le Gouvernement turc avait adopté pour l'emploi toute une stratégie nationale qui consistait à faire appel à des consultants en gestion de carrière, aménager des centres de planification de carrière spécialisés, mettre sur pied un projet d'acquisition de compétences, organiser une formation professionnelle en cours d'emploi et par entrepreneuriat, engager des travaux publics, introduire des réformes dans l'enseignement de type classique et mettre en place des dispositifs ciblés de protection contre le chômage et d'affermissement de la sécurité sociale.

75. **M. Arkless** (Président de Corporate and Government Affairs, ManpowerGroup), accompagnant sa déclaration d'une vidéo, dit avoir présidé un débat sur le thème "Créer de nouveaux modèles pour l'emploi des jeunes" dans le cadre de l'initiative de partenariat organisée en février 2012 en vue de l'examen ministériel annuel. La rencontre avait porté essentiellement sur la nécessité de constituer des partenariats novateurs, en particulier avec le secteur privé, afin de pouvoir offrir un travail décent aux jeunes et de faire advenir ainsi une société plus juste et une démocratie plus forte. L'ampleur du chômage des jeunes était d'une gravité consternante : le taux de sans emplois dépassait 18 % dans les pays développés et 40 % dans de nombreux pays en développement. Il fallait forger de nouveaux partenariats et renforcer ceux qui existaient déjà afin d'inverser cette inquiétante tendance. Ces partenariats devaient exploiter les forces complémentaires de la société civile, des entreprises et des Gouvernements afin de mieux accorder formation et compétences aux besoins

du marché, encourager les entreprises à engager des jeunes et apporter leur soutien à la volonté d'entreprendre et de se lancer des jeunes.

76. Au nom de ManpowerGroup, **M. Arkless** avait pris l'engagement de trouver un emploi à un million de jeunes en l'espace d'un an. En outre, les membres de la Confédération internationale des agences d'emploi privé s'étaient engagés à trouver un emploi à 300 millions de personnes, à former 70 millions et à créer près de 20 millions de nouveaux emplois à l'échelle du monde au cours des cinq prochaines années. Ils s'étaient engagés aussi à aider 13 millions de clients à acquérir de nouvelles compétences pour améliorer l'efficacité de leurs sociétés et, surtout, pour aider 75 millions de jeunes à entrer sur le marché du travail. Si tous les secteurs du monde de l'industrie devaient prendre de pareils engagements pratiques, les problèmes de chômage du monde disparaîtraient.

*Exposé volontaire de pays : la Fédération de Russie (E/2012/52)*

77. **Le Président** dit que le processus d'exposé volontaire de pays avait démontré la valeur du Conseil comme cadre approprié pour inciter la communauté mondiale à échanger les fruits de leçons capitales apprises à poursuivre des objectifs de développement dont était convenue la communauté internationale. Depuis 2007, 44 pays, tant développés qu'en développement, s'étaient partagé les meilleures pratiques et leçons qu'ils avaient apprises. Les exposés avaient permis au Conseil de chercher à voir comment remédier aux défaillances dans la marche vers la réalisation des OMD, constitué une plateforme à partir de laquelle le national pouvait rejoindre l'international et offert une occasion d'établir des articulations avec les domaines normatifs et opérationnels de développement dans l'œuvre du système des Nations Unies.

78. Toutefois, le processus n'était pas sans faiblesses de conception; un mécanisme qui permettrait aux États qui présentent un rapport de faire ultérieurement rapport au Conseil sur les progrès accomplis dans l'application de certaines des recommandations issues du dialogue renforcerait considérablement la valeur globale de l'expérience. Le Président était convaincu qu'à l'avenir l'introduction d'un cadre d'analyse normalisé et l'établissement de réseaux régionaux de partage du savoir donnerait d'autant plus d'intérêt à l'examen. En 2012, un effort serait fait pour rattacher

les exposés volontaires de pays à Rio+20 et les pays présentateurs auraient l'occasion de faire part de leurs idées sur la manière de mieux raccorder le cadre des OMD au programme de développement durable. Le Président espérait que les équipes de pays des Nations Unies en place dans les États présentateurs interviendraient davantage dans le processus d'examen national et que les présentations renforceraient encore le partenariat mondial pour un développement durable.

79. Le Président invite M<sup>me</sup> Conny Czymoch, journaliste et présentatrice des nouvelles de Phoenix Television, Allemagne, à conduire les débats pour l'exposé volontaire de pays de la Fédération de Russie.

80. **M. Kolbanov** (Directeur, Département d'analyse et de pronostic de la santé, de l'action sociale et du travail, Ministère de la santé et du développement social, Fédération de Russie) dit que la Fédération de Russie a connu une importante évolution économique et sociale depuis l'année 2000; avec une augmentation du PIB par habitant d'une fois 1,7 et une augmentation de la production industrielle d'une fois 1,5, les niveaux de pauvreté et de chômage ont sensiblement décliné. On a évité une crise démographique grâce à une augmentation du taux de natalité de 21 % et une réduction de moitié du taux de mortalité infantile ainsi qu'à des projets majeurs en cours conçus pour améliorer la qualité de l'éducation et des soins de santé et en rendre l'accès plus facile.

81. En 2005, l'économie russe avait dû faire face à des défis systémiques de long terme par suite de barrières externes et internes à la croissance, alors que la crise financière et économique mondiale avait déprimé les indicateurs économiques et sociaux. Utilisant ses réserves financières, le Gouvernement avait déployé toute une gamme de mesures visant à maintenir la stabilité sociale et à prévenir une montée soudaine dans le taux de chômage et une chute dans les niveaux de vie. Ces mesures, décrites en détail dans le rapport national du pays (E/2012/52), avaient fait apparaître la nécessité de se préparer aux crises en constituant des réserves, en préparant des programmes d'action pour atténuer leur impact sur la société et en agençant les politiques de manière à réaliser simultanément développement économique et développement social.

82. La crise de 2008-2009 avait montré que le vieux modèle de croissance, fondé sur la stimulation de la demande intérieure, avait largement fait long feu dans



la Fédération de Russie. Le nouveau modèle, qui mobiliserait toutes les ressources et les capacités productives du pays, obligerait à moderniser et à passer à un type de développement à base d'innovation utilisant l'infrastructure d'une société post industrielle. La Fédération de Russie en était arrivée à faire partie intégrante de l'économie mondiale grâce à des ressources naturelles comme le gaz, le pétrole, les métaux et le bois de construction, mais sa dépendance par rapport à l'importation de biens de consommation et de produits manufacturés ainsi que de technologie ne conduisait pas à la stabilité ou à la souveraineté.

83. La politique sociale du Gouvernement de M. Kolbanov était axée sur la tâche traditionnelle d'aide aux catégories les plus vulnérables et ne prêtait pas suffisamment d'attention à la classe moyenne, dotée du plus fort potentiel de croissance par l'innovation. Le marché russe du travail présentait des caractéristiques spécifiques qui faisaient que les politiques sociales y étaient moins agissantes que ce n'était le cas dans d'autres pays. Le taux de chômage bougeait à peine, que les niveaux de production augmentent ou baissent; c'était le salaire des travailleurs, non leur nombre, qui s'ajustait en réponse à l'évolution du marché. Les salaires étaient bas, le nombre de « pauvres qui travaillent » était élevé et il y avait de hauts niveaux d'emplois non structurés. De plus, une population active en recul et un nombre de personnes à charge en augmentation ne pouvaient que freiner la croissance future sans gain suffisant de productivité. Les premières conséquences de ces caractéristiques du marché du travail étaient faible productivité et médiocre qualité de la production alors qu'une réglementation rigoureuse du travail faisait qu'il était difficile aux employeurs de couper dans leur excès de main d'œuvre, ce qui conduisait à fausser les relations employeurs-employés et à embaucher hors comptabilité, pratique qui leur permettait de manipuler les niveaux de salaires.

84. La réforme de ce modèle de croissance conduirait à réduire le risque macroéconomique, à renforcer les mécanismes du marché et à promouvoir l'activité entrepreneuriale. Il fallait protéger l'économie des fluctuations du marché externe, renforcer le budget dans le long terme et stabiliser les prix. L'existence de mécanismes du marché plus forts exigerait la protection des droits de propriété, la suppression des barrières aux nouveaux produits et l'introduction d'incitants pour stimuler la productivité. L'État ne

pouvait plus compter uniquement sur l'exportation de ressources pour la croissance économique du fait que les fluctuations des prix conduisaient à une croissance inégale et que le pays serait ainsi relégué dans un marais technologique toujours plus prononcé. Il fallait promouvoir l'activité des entreprises afin de passer d'une économie de la demande à une économie de l'offre et de réduire l'inflation; la recherche d'une plus grande compétitivité conduirait à innover. Il fallait diversifier les exportations et les entreprises devaient arriver à faire partie des chaînes de production internationale avec l'ouverture de l'économie russe.

85. Outre stimuler une croissance économique soutenue, le Gouvernement visait à améliorer les niveaux de vie et à mettre en place le potentiel de croissance future. Le pays jouissait d'un excellent système éducatif grâce auquel pouvoir valoriser son capital humain, ressource dont il faudrait renforcer encore l'avantage en utilisant pour cela des fonds d'État et des fonds de sources privées.

86. Il faudrait moderniser le marché du travail, principalement en passant d'une politique de faible chômage à une politique d'emploi et à partir d'une politique d'emploi peu exigeante en rémunération et en compétences à une politique d'emplois payés décentement à des travailleurs hautement qualifiés. Il faudrait introduire une législation du travail diversifiée afin de disposer d'une main d'œuvre plus disciplinée : un marché du travail efficace exigeait une population active mobile et des incitations pour attirer des immigrants. Il faudrait élargir le système en place pour former et recycler des travailleurs dans des secteurs à forte demande de compétences, s'efforcer de mettre fin à l'« exode des cerveaux » et inciter les professionnels russes à revenir dans le pays.

87. La création d'emplois serait une priorité majeure; il y avait un grand potentiel pour créer de nouveaux emplois dans l'infrastructure, le bâtiment et les services sociaux. Un marché du travail qui fonctionnait bien étant un marché du travail qui retenait ses membres tout au long de leur vie active, la création d'emplois pour jeunes, personnes âgées et personnes handicapées serait un domaine majeur de développement à prospecter.

88. Augmenter la taille de la classe moyenne, autre politique à envisager sérieusement, exigerait de nouvelles structures économiques, sociales et financières. Il fallait créer davantage d'emplois de

haute qualité et hautement rémunérés et les gens devraient avoir axé à une meilleure éducation, à de meilleurs soins de santé et à un logement moderne à un coût abordable. Le but ultime des politiques sociales et économiques était d'améliorer le bien-être des gens; beaucoup de pays développés avaient recours à des indicateurs de satisfaction de la vie pour mesurer le succès des politiques gouvernementales et la Fédération de Russie devrait faire de même.

89. **M<sup>me</sup> Czymoch** (animatrice du débat) dit que l'une des grandes leçons à retenir du processus était qu'il fallait un nouveau modèle et de nouvelles idées, ce à quoi pourrait aboutir le dialogue qui allait suivre.

90. **M. Berger** (Allemagne) dit que la Fédération de Russie est arrivée à surmonter la crise en adoptant d'importantes mesures pour prévenir une aggravation du chômage; elle avait créé de nouveaux emplois dans le secteur public, assuré le recyclage des travailleurs dans les secteurs menacés par le chômage et maintenu, pendant la crise, le niveau de services sociaux financés par l'État. Il était particulièrement estimable que, contrairement à d'autres pays, les niveaux de chômage parmi les jeunes avaient chuté. M. Berger notait avec satisfaction qu'une politique centrale concernant le marché du travail à l'intention des personnes handicapées était en place depuis 2010.

91. L'Allemagne attachait une grande importance aux petites et moyennes entreprises et la promotion de l'emploi indépendant était un élément clef de sa politique économique. C'est pourquoi M. Berger félicitait la Fédération de Russie de ce qu'elle faisait en faveur des petites entreprises et pour le capital de départ qu'elle fournissait aux travailleurs qui devenaient indépendants. L'aide de l'État aux grandes sociétés menacées de faillite avait également donné de bons résultats. Toutefois, la durabilité de ces mesures était douteuse; sans une restructuration durable de sa production industrielle, l'État serait touché de la même manière en cas de nouvelles crises. Le Gouvernement comprenait l'importance d'une réforme économique et le fait qu'il était nécessaire, pour garantir le caractère durable du développement, de mettre en place une production industrielle efficiente et diversifiée et de réduire la place excessive faite à la production de pétrole et de gaz.

92. Même après la crise, le Gouvernement avait continué à améliorer les conditions sociales de ses citoyens, élevant de manière drastique les niveaux

moyens de pensions et augmentant le salaire minimum, lequel demeurerait néanmoins très sensiblement inférieur au niveau officiel de subsistance. Les indemnités de chômage avaient également vu leur niveau s'élever conformément aux recommandations faites par de nombreux experts lors des débats du Conseil plus tôt dans le courant de l'année. La sécurité sociale était un important stabilisateur, notamment en temps de crise.

93. Afin d'arriver à relever de 30 % les salaires des travailleurs dans les secteurs de la culture, de l'éducation et de la santé ainsi que dans le domaine social, les régions de l'État auraient à mettre en œuvre les mesures arrêtées au niveau fédéral. Il serait intéressant à cet égard d'apprendre comment le Gouvernement apprécie la recommandation n° 202 de l'OIT concernant les seuils nationaux de protection sociale minimale. Le Gouvernement faisait aussi un effort considérable pour améliorer la sécurité du lieu de travail. Il était partie à un certain nombre de conventions de l'OIT et envisageait de renforcer sa coopération avec cette organisation.

94. La coopération institutionnalisée entre l'État, les entreprises et les syndicats par l'intermédiaire de la Commission tripartite russe pour l'agencement des relations sociales et professionnelles ne remplaçait pas, de l'avis de sa délégation, le travail autonome des syndicats dont le rôle comme représentants des travailleurs et garde-fous du marché du travail et inspirateurs de la politique sociale ne saurait être trop souligné. Les mesures du Gouvernement en matière de travail décent, de réduction de la pauvreté et de minimisation des inégalités avaient donné de bons résultats dans des domaines significatifs et le pourcentage de personnes vivant dans une extrême pauvreté avait fortement baissé.

95. En plus de la diversification de l'industrie, le Gouvernement prenait d'autres mesures, notamment l'adoption de politiques du marché du travail répondant aux besoins des chercheurs d'emplois et des employeurs potentiels, l'introduction de réformes de la protection des travailleurs et l'utilisation d'un système de formation professionnelle. À cet égard, les conclusions de l'Équipe spéciale du Groupe des 20 pour l'emploi pouvaient être utiles. L'Allemagne avait obtenu de bons résultats à partir d'un système de formation professionnelle, lequel pouvait aussi recycler les employés dans l'utilisation de produits et de méthodes de production modernes. On s'attendait, en particulier dans le sillage de Rio+20, à voir croître la

demande de produits et de services disponibles durablement.

96. Plusieurs mesures démographiques, comme « des capitaux pour les mères », mises en place dans l'espoir de modifier la structure par âge de la nation, ne faisaient pas encore apparaître de succès durable. Une société vieillissante signifiait aussi une population active qui baissait. L'Allemagne avait cherché à résoudre ce problème par un recul progressif de l'âge de départ à la retraite. M. Berger se demandait quelles autres mesures la Fédération de Russie envisageait de prendre à ce sujet. Les mesures dont il était fait état dans le rapport montraient clairement ce que faisait le Gouvernement pour réaliser les OMD et, dans de nombreux cas, les résultats justifiaient les mesures prises.

97. **M. Kolbanov** (Directeur Département d'analyse et de pronostic de la santé, de l'action sociale et du travail, Ministère de la santé et du développement social, Fédération de Russie) dit que son Gouvernement collaborait étroitement avec l'OIT et voyait sous un jour positif sa nouvelle recommandation sur la mise en place de seuils de protection sociale minimale. Il procédait à la ratification de diverses conventions de l'OIT et s'efforceraient de les mettre en œuvre malgré ses difficultés financières et économiques du moment.

98. La Fédération de Russie avait l'une des plus robustes politiques démographiques d'Europe, ayant adopté, pour le XXI<sup>e</sup> siècle, une conception spéciale de « développement démographique » dans laquelle il était spécifié que la démographie était le lien fondamental entre les politiques de santé, de logement et d'émigration. Les cinq années précédentes avaient vu le taux de fécondité augmenter de 25 % – atteignant 1.6 enfants par femme – et, dans la population active, le taux de mortalité avait chuté de 13 %, ce qui était dû en partie à une diminution du nombre d'accidents de voitures, cause majeure de décès. Ainsi, la population rajeunissait. Mais, malgré tous ces efforts, la Fédération de Russie restait loin derrière ses contreparties européennes et japonaises et il était difficile d'envisager de repousser l'âge de départ à la retraite. L'effort avait porté plutôt sur la recherche d'une utilisation plus productive du système et des ressources disponibles pour financer les pensions.

99. **M<sup>me</sup> Dong Zhihua** (Chine) dit que sa délégation se félicitait de l'esprit de franchise et de coopération

dont il était fait preuve dans l'exposé volontaire et félicitait la Fédération de Russie de ses réalisations. Le Gouvernement avait fait un énorme effort pour répondre à la crise financière internationale, freiner la montée du chômage et augmenter le revenu des gens et il s'était lancé dans des expériences audacieuses dans la recherche d'une formation professionnelle plus efficace et d'une meilleure sécurité sociale. Il avait fortement amélioré sa situation en matière d'emploi, surmonté les effets de la crise économique et financière sur son économie et maintenu une croissance régulière du PIB.

100. Comme il était dit dans l'exposé, l'œuvre de modernisation économique était ardue et l'État avait encore des défis à relever en matière d'ajustement économique structurel et de transformation de son mode de croissance. **M<sup>me</sup> Dong** était convaincue que la nouvelle administration de la Fédération de Russie continuerait à s'employer à promouvoir la croissance économique et à améliorer le bien-être public. Enfin, en raison du rapport étroit entre immigration et développement social et économique, elle demandait quelles mesures le Gouvernement entendait mettre en place dans le domaine de la gestion de l'immigration afin de réaliser le développement économique et social du pays.

101. **M. Kolbanov** (Directeur Département d'analyse et de pronostic de la santé, de l'action sociale et du travail, Ministère de la santé et du développement social, Fédération de Russie) dit que, si importants qu'ils soient, les processus migratoires n'étaient pas considérés comme l'aspect le plus important de la science de la démographie. La Fédération de Russie s'attachait plus que tout à accroître le taux de natalité et à réduire le taux de mortalité dans la population active. L'immigration représentait actuellement un afflux de 230 000 personnes par an, ce qui n'était pas beaucoup vu la taille de la population. Le Président avait récemment adopté une politique d'immigration qui comprenait des conditions favorables et des incitations au retour des Russes vivant à l'étranger. Pour les autres nationalités, le pays visait à donner la priorité à des spécialistes hautement qualifiés et à des migrants dont les compétences étaient fortement demandées sur le marché du travail – investisseurs et entrepreneurs, étrangers diplômés d'établissements russes, enseignants, chercheurs, analystes, etc. Le Gouvernement entendait coopérer activement avec les organisations internationales dans les domaines des

migrations afin de faciliter la libre circulation des personnes conformément aux accords internationaux et il constituerait dans le proche avenir un cadre juridique dans l'esprit duquel coopérer avec d'autres États.

102. Les migrations internes étaient un problème majeur; dans une population qui n'était pas très mobile, il était difficile de convaincre les gens de changer d'emploi et d'aller vivre ailleurs. c'était là quelque chose de compréhensible, étant donné l'énormité du territoire, car il fallait un gros effort et beaucoup d'argent pour se déplacer. Le Gouvernement avait adopté des mesures de nature à inciter à migrer volontairement et il s'employait à mettre en place les infrastructures nécessaires, en particulier dans les marchés du travail et du logement, mais c'était une tâche difficile. Il fallait beaucoup de souplesse pour éviter qu'une partie du pays souffre de politiques conçues pour bénéficier à une autre.

103. **M. Zdorov** (Belarus), notant que la Fédération de Russie avait réussi à maintenir une protection sociale durant la crise financière, dit que l'ampleur des problèmes que devait affronter le pays appeler des mesures hardies pour stimuler l'économie et promouvoir le changement économique et sociale. Parce que le recul de la pauvreté devrait occuper une place hautement prioritaire dans les programmes nationaux et internationaux, il demandait aux représentants de la Fédération de Russie d'en dire davantage sur les mesures prises pour atténuer la pauvreté compte tenu des leçons retenues des crises financières et économiques mondiale des années 80. Il serait intéressant aussi de savoir ce qu'a fait le pays pour surmonter les effets de la crise sur des personnes à différents niveaux de revenu. Enfin, comme le rapport montrait que la Fédération de Russie avait un long passé de partenariats sociaux M. Zdorov demandait comment le Gouvernement entendait développer plus avant ces partenariats vu le rang relativement élevé du pays sur l'indice de développement humain.

104. **M. Kolbanov** (Directeur, Département d'analyse et de pronostic de la santé, de l'action sociale et du travail, Ministère de la santé et du développement social, Fédération de Russie) dit que, même au milieu de la crise, son Gouvernement avait relevé le salaire minimum et les indemnités de chômage parce que la population, y compris les chômeurs, devraient vivre. L'État avait mis au point une méthode de ciblage des paiements sociaux et il avait adopté un système calqué

sur des modèles européens : les chômeurs signaient les contrats avec les autorités et les agences de protection sociale, lesquelles les aidaient à trouver un emploi ou leur fournissaient le rudiment d'outils nécessaire pour monter leur entreprise; en retour, ils s'engageaient à faire bon usage de ces ressources.

105. Il était vrai que l'écart entre riches et pauvres se creusait. Si une des raisons en était l'énorme variation de salaires entre les riches et le reste de la population, une autre raison en était la démographie : on pouvait gagner beaucoup d'argent dans la région du nord riche en pétrole et en gaz alors que le sud était caractérisé par une agriculture et une petite industrie qui ne généraient pas de gros bénéfices. La première étape serait de réduire la différenciation entre régions dans les politiques du Gouvernement afin de rendre le développement économique des régions moins inégal. Il faudrait aussi relever encore le salaire minimum, qui était toujours trop bas et largement inférieur aux normes européennes. On envisageait aussi l'application éventuelle d'une taxe sur les produits de luxe, dont le produit viendrait grossir les caisses de l'État.

106. La Fédération de Russie avait conclu des partenariats sociaux spécifiques avec les syndicats et les employeurs et on encourageait le dialogue entre eux comme alternative à un recours aux tribunaux et au Gouvernement.

107. **M<sup>me</sup> Czymoch** (Animatrice) demandait dans quelle mesure le Gouvernement avait réussi à mettre en œuvre son ambitieuse stratégie de rectification des déséquilibres entre régions et s'il arrivait, comme il le souhaitait, à encourager les migrations volontaires à l'intérieur du pays.

108. **M. Kolbanov** (Directeur, Département d'analyse et de pronostic de la santé, de l'action sociale et du travail, Ministère de la santé et du développement social, Fédération de Russie), répétant que son pays avait enregistré des résultats encourageants dans les domaines de la production industrielle et de l'agriculture, dit que ce ne sont là que les premières étapes; il restait beaucoup plus à faire. Il fallait adopter des technologies de pointe et le Gouvernement se mettrait pour cela à l'écoute des États les plus développés. Certaines régions du pays avaient déjà tiré de l'ouest ce que celui-ci avait de meilleur et créé leurs propres usines, par exemple, dans l'industrie automobile, l'électronique et l'électroménager ainsi que dans les industries alimentaires il y avait une

étroite collaboration avec les fabricants allemands, japonais et européens. Il faudrait du temps pour arriver à bien restructurer l'économie russe.

109. **M. Leon Gonzalez** (Cuba) dit que le rapport de la Fédération de Russie prouvait qu'elle avait mis en place une politique cohérente et intégrée; il était notable que les dépenses sociales représentaient plus de la moitié de toutes les dépenses budgétaires du pays. L'engagement que le Gouvernement avait pris de remplir ses obligations sociales apparaissait clairement dans les mesures adoptées pour protéger l'emploi et maintenir la qualité de vie de sa population ainsi que dans l'utilisation de ses réserves financières pour atténuer les effets de la crise économique mondiale. Les programmes d'aide aux entreprises qui démarraient et la formation professionnelle mise en place pour les femmes étaient parmi les projets du pays dans les domaines de la santé, de l'éducation, du logement et de la production agricole qui faisaient progresser vers la réalisation de OMD et qui avaient conduit à une baisse du chômage et de sous emploi ainsi qu'à une augmentation du salaire minimum et des pensions. Il ne faisait pas de doute que les engagements politiques du Gouvernement et la priorité donnée aux problèmes sociaux conforteraient le développement social et économique du pays.

110. Le rapport appelait l'attention sur les programmes de création d'emplois mis en place pour les personnes handicapées, pour les parents élevant des enfants handicapés et pour les parents de familles nombreuses. M. Gonzalez aimerait en savoir davantage sur la mise en œuvre des programmes conçus pour créer, dans le secteur public et le secteur privé, des emplois pour les personnes handicapées et il aimerait savoir comment sont pris en compte les besoins particuliers des personnes handicapées et de leurs familles.

111. **M. Kolbanov** (Directeur, Département d'analyse et de pronostic de la santé, de l'action sociale et du travail, Ministère de la santé et du développement social, Fédération de Russie), dit qu'avec 19,5 millions de personnes handicapées, dont certaines très gravement, la Fédération de Russie faisait face au dur problème de leur trouver des emplois. En dépit du système de quotas en place, beaucoup d'employeurs essayaient d'éviter d'engager des personnes handicapées et les mesures administratives n'aidaient guère. En 2011, le Gouvernement avait proposé aux employeurs des subventions d'un montant raisonnable,

puissant dans le budget fédéral pour couvrir les coûts de la modification du lieu de travail. Il n'y avait à cela aucune obligation; l'employeur soumettait une proposition et l'État fournissait les ressources, lesquelles, quoique modestes, avaient un gros impact. Ce dispositif serait ultérieurement déployé à une plus grande échelle. Le Gouvernement de M. Kolbanov avait récemment ratifié la Convention sur les droits des personnes handicapées et il mettait en œuvre un vaste programme sans précédent visant des gains d'accessibilité et l'élimination des obstacles à l'égalité de participation de ces personnes à la vie de la société. Des efforts avaient été engagés en vue de rendre les transports publics plus accessibles; c'était là une énorme entreprise dont la réalisation serait facilitée par l'adoption d'une approche systémique des problèmes auxquels faisaient face les personnes handicapées.

112. **M<sup>me</sup> Sutormina** (Observatrice de la Russian Peace Foundation) dit qu'une augmentation régulière de la capacité de production d'un pays était déterminante pour l'éradication de la pauvreté, mais avec la récente crise économique mondiale il était devenu encore plus difficile d'assurer le plein emploi et de garantir des salaires décents. Elle applaudissait aux réalisations dont il était fait état dans le rapport de la Fédération de Russie, surtout depuis les années 90. Dans le même temps, elle notait que le chômage des jeunes présentait un problème particulier dans ce pays où ils représentaient 27,5 % de toutes les personnes sans emploi, et que les experts de l'OIT avait averti qu'une aggravation élèverait le risque d'une génération perdue, posant ainsi une grande menace à la cohésion sociale. Il ne fallait pas perdre de vue l'existence d'un chômage masqué ou non déclaré; la société civile s'inquiétait de cette situation, étroitement liée aux migrations de main d'œuvre. Les autorités nationales devraient être plus ouvertes à la société civile et il faudrait rendre plus transparents le budget et les programmes ciblés de l'État, y compris par les medias.

113. **M. Kolbanov** (Directeur, Département d'analyse et de pronostic de la santé, de l'action sociale et du travail, Ministère de la santé et du développement social, Fédération de Russie), dit que le chômage des jeunes est certes un problème grave, mais il ne touche pas que la Fédération de Russie: d'autres pays, développés et en développement, le connaissent aussi. Le Gouvernement s'emploie à trouver de nouvelles manières d'aborder le problème, y compris en revenant à des mécanismes utilisés au temps de l'Union

soviétique, comme des internats pour jeunes et formateurs qualifiés capables d'inculquer l'amour de leur profession. Il travaillait activement aussi avec les établissements d'enseignement de niveau intermédiaire à offrir aux diplômés des emplois, à l'instar des établissements d'enseignement supérieur qui essayaient déjà d'établir des partenariats avec des employeurs. C'était une tâche difficile, mais le Gouvernement essaierait de donner la priorité aux jeunes à la recherche d'un emploi. Cela, toutefois, soulevait une autre difficulté : il fallait tenir la balance égale avec les droits des autres citoyens.

114. La société civile était devenue très active dans la Fédération de Russie et elle était représentée dans sa Chambre publique. Le Gouvernement essayait de travailler de plus près avec la société civile et il continuerait à améliorer cette coopération. Des réunions régulières avec le Président et le Gouvernement avaient conduit à un certain nombre d'initiatives intéressantes.

*La séance est levée à 13 h 05.*